

Les entreprises françaises craignent de perdre leurs débouchés

 lesechos.fr/economie-france/conjoncture/les-entreprises-francaises-craignent-de-perdre-leurs-debouches-1240526

8 septembre 2020

Décryptage

L'Insee pointe « le risque d'un choc significatif de demande » dans les prochains mois alors que le plan de relance du gouvernement se focalise sur l'offre. L'investissement des entreprises et les carnets de commandes des exportateurs français font partie des inquiétudes.

Par Guillaume de Calignon

Publié le 8 sept. 2020 à 17:52

C'est la grande question de la rentrée : les Français vont-ils délier leur bourse ? Ils ont commencé à le faire dès la fin du confinement. En août, l'Insee estime que la consommation des ménages a été inférieure de seulement 2 % à celle d'il y a un an à la même période. Le retour à la normale est donc en marche. Mais pas le rattrapage : il reste l'argent non dépensé pendant le confinement.

Si l'on en croit la Banque de France, entre le 1er mars et le 31 juillet, les ménages ont mis de côté 85 milliards d'euros. Avec un bémol : il s'agit d'un chiffre global qui ne dit rien sur le nombre de ménages qui ont vu leurs revenus disponibles baisser. Là, c'est le trou noir. Personne ne sait ni combien ni quels ménages ont souffert des conséquences économiques de la pandémie.

Un plan de relance focalisé sur l'offre

Reste qu'avec l'aggravation à venir du chômage et alors que la confiance des ménages dans la situation économique reste inférieure à son niveau d'avant crise, l'Insee pointe « *le risque d'un choc significatif de demande. Les entreprises sont nombreuses à craindre des pertes de débouchés* ».

Le problème, c'est que le plan de relance du gouvernement est davantage focalisé sur l'offre, c'est-à-dire le soutien aux entreprises en difficulté financière. Il agira donc plutôt à long terme sur les structures du tissu productif. En tout cas, ses premiers effets ne se feront sentir qu'en 2021 au mieux. Or, l'Insee met en avant des risques sur la conjoncture à court terme, comme celui que l'épargne que les ménages ont été forcés d'accumuler pendant le confinement se transforme en épargne de précaution.

Risque sur l'investissement et les exportations

Si ce scénario d'une thésaurisation par les Français d'une partie de leurs revenus pour

faire face aux jours difficiles se confirme, alors le risque que l'économie française, en particulier l'investissement, se grippe n'est pas négligeable. Selon une étude de trois économistes de la Banque de France, publiée en 2015, la chute de l'investissement des entreprises dans 22 pays, entre 1996 et 2014, s'explique à 80 % par le manque de demande anticipé et à 17 % par les incertitudes.

L'activité économique a retrouvé 95 % de son niveau d'avant-crise cet été

D'autant que le contexte international risque de ne pas être très porteur pendant quelque temps, surtout pour un pays comme la France qui fait 15 % de toutes ses exportations de biens dans l'aéronautique, secteur particulièrement touché par la crise. Ainsi, au-delà de la dépense intérieure, *« un autre poste de la demande est à surveiller, il s'agit du commerce mondial qui reprend lentement, ce qui se voit dans les carnets de commandes à l'étranger des entreprises qui ont du mal à se remplir »*, pointe Julien Pouget, chef du département de la conjoncture à l'Insee.

Faut-il y voir une exception française ? L'Allemagne, dont le secteur exportateur était censé souffrir de multiples maux avant la crise - trop tourné vers la Chine, trop d'industrie lourde... - vient d'annoncer avoir retrouvé en juillet son excédent commercial d'avant l'épidémie de Covid-19. Et la carte des exportations allemandes reflète bien l'impact de la pandémie. Au deuxième trimestre, l'Allemagne a plus exporté vers la Chine que vers les Etats-Unis et plus vendu aux Pays-Bas qu'à la France.

Guillaume de Calignon

Réforme de l'ISF, « flat tax » : le coût est moins élevé que prévu pour l'Etat

Deux économistes de l'Insee et de la Drees ont évalué les effets des réformes de la fiscalité du capital entrées en vigueur en 2018. La transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et la mise en place d'une « flat tax » sur les revenus du patrimoine ont creusé les inégalités. Le coût pour les finances publiques est moins élevé que prévu.

[Lire la suite](#)